

Annexe

L'ABC du communisme de N. Boukharine et E. Préobrajensky est un commentaire du Programme du parti communiste russe (bolchevik) adopté en mars 1919. Le voici :

PROGRAMME DU PARTI COMMUNISTE RUSSE (BOLCHEVIKS)¹.

La révolution d'octobre (25 octobre, 7 novembre 1917) en Russie a mis en place la dictature du prolétariat qui, avec le soutien de la paysannerie ou du semi-prolétariat les plus pauvres, a commencé à construire les bases de la société communiste. Le développement de la révolution en Allemagne et en Autriche-Hongrie, la croissance du mouvement révolutionnaire du prolétariat dans tous les pays avancés, la diffusion de la forme soviétique de ce mouvement, c'est-à-dire celle qui est directement orientée vers la réalisation de la dictature du prolétariat, tout cela montrait que l'ère de la révolution prolétarienne, communiste, mondiale avait commencé.

Cette révolution était le résultat inévitable du développement du capitalisme, qui prévalait jusqu'à présent dans la plupart des pays civilisés. La nature du capitalisme et de la société bourgeoise était correctement caractérisée par notre ancien programme, à l'exception de la dénomination inexacte des partis comme sociaux-démocrates, dans les déclarations suivantes :

"La caractéristique principale d'une telle société est la production de marchandises sur la base des rapports de production capitalistes, dans laquelle la partie la plus importante et la plus considérable des moyens de production et de circulation des marchandises appartient à une petite classe de personnes, tandis que la grande majorité de la population est constituée de prolétaires et de semi-prolétaires, contraints par leur situation économique, de manière permanente ou périodique, à vendre leur force de travail, c'est-à-dire à devenir des travailleurs salariés pour les capitalistes, et à créer par leur travail le revenu des classes supérieures de la société.

" La sphère de domination des rapports de production capitalistes s'étend de plus en plus à mesure que le perfectionnement constant de la technique, augmentant l'importance économique des grandes entreprises, entraîne le déplacement des petits producteurs indépendants, transformant les uns en prolétaires, rétrécissant le rôle des autres dans la vie sociale et économique et les plaçant à certains endroits dans une dépendance plus ou moins complète, plus ou moins explicite, plus ou moins lourde, du capital.

1 Le texte du programme adopté au congrès est vérifié par rapport à la copie de la brochure "Programme du parti communiste russe (bolcheviks)", relue par Lénine lui-même le 28 mars 1919, conservée dans les archives. Red.

"Le même progrès technique donne, en outre, aux entrepreneurs la possibilité d'appliquer dans une mesure toujours plus grande le travail des femmes et des enfants dans le processus de production et de circulation des marchandises. Et comme, d'autre part, elle entraîne une réduction relative du besoin des entrepreneurs en travail vivant des ouvriers, la demande de travail doit être inférieure à son offre, de sorte que la dépendance du travail salarié à l'égard du capital augmente et que son niveau d'exploitation s'élève.

"Cet état de choses au sein des pays bourgeois et leur rivalité mutuelle toujours plus grande sur le marché mondial rendent de plus en plus difficile l'écoulement des marchandises produites en quantités toujours plus grandes. La surproduction, qui se manifeste par des crises industrielles plus ou moins aiguës, suivies de périodes plus ou moins prolongées de stagnation industrielle, est une conséquence inévitable du développement des forces productives dans la société bourgeoise. Les crises et les périodes de stagnation industrielle, à leur tour, ruinent davantage les petits producteurs, accroissent encore la dépendance du travail salarié vis-à-vis du capital, conduisent encore plus rapidement à une détérioration relative et parfois absolue de la position de la classe ouvrière.

"Ainsi, l'amélioration de la technique, qui signifie une augmentation de la productivité du travail et l'accroissement de la richesse sociale, provoque elle-même dans la société bourgeoise un accroissement de l'inégalité sociale, un accroissement de la distance entre les nantis et les démunis et un accroissement de l'insécurité de subsistance, du chômage et des privations de toutes sortes pour des couches de plus en plus larges des masses laborieuses.

" Mais à mesure que toutes ces contradictions propres à la société bourgeoise croissent et se développent, le mécontentement des masses ouvrières et exploitées à l'égard de l'ordre de choses existant grandit, le nombre et l'unité des prolétaires s'accroissent et leur lutte contre leurs exploiters s'aiguise. En même temps, les progrès de la technique, en concentrant les moyens de production et de circulation et en rendant commun le travail dans les entreprises capitalistes, créent de plus en plus rapidement la possibilité matérielle de remplacer les rapports de production capitalistes par des rapports communistes, c'est-à-dire par la révolution sociale, qui représente le but final de toute l'activité du parti communiste international en tant que porte-parole conscient du mouvement de classe du prolétariat.

"En remplaçant la propriété privée des moyens de production et de circulation par la propriété sociale et en introduisant l'organisation planifiée du processus de production sociale pour le bien-être et le développement intégral de tous les membres de la société, la révolution sociale du prolétariat détruira la division de la société en classes, libérant ainsi toute l'humanité opprimée, car elle met fin à toutes les formes d'exploitation d'une partie de la société par une autre.

"La condition nécessaire de cette révolution sociale est la dictature du prolétariat, c'est-à-dire l'obtention par le prolétariat d'un pouvoir politique qui lui permette d'écraser toute résistance aux exploiters. En se donnant pour tâche de rendre le prolétariat capable de remplir sa grande mission historique, le Parti communiste international l'organise en un parti politique indépendant opposé à tous les partis bourgeois, dirige toutes les manifestations de sa lutte de classe, lui expose l'opposition irréconciliable des intérêts des exploiters à ceux des exploités et lui précise la signification historique et les conditions nécessaires de la révolution sociale à venir. En même temps, il révèle au reste des masses ouvrières et exploitées le caractère désespéré de leur situation dans la société capitaliste et la nécessité de la révolution sociale

pour leur propre émancipation de l'oppression du capital. Le parti de la classe ouvrière, le parti communiste, appelle dans ses rangs toutes les sections des masses ouvrières et exploitées qui passent au point de vue du prolétariat".

Le processus de concentration et de centralisation du capital, détruisant la libre concurrence, a conduit, au début du XXe siècle, à la création de puissantes alliances monopolistiques de capitalistes - syndicats, cartels et trusts - qui sont devenues décisives dans toute la vie économique, fusionnant le capital bancaire avec le capital industriel d'une énorme concentration et intensifiant l'exportation de capitaux vers les pays étrangers. Les trusts, englobant des groupes entiers de puissances capitalistes, ont amorcé le partage économique du monde, déjà territorialement divisé entre les pays les plus riches. Cette époque du capital financier, qui aggrave inévitablement la lutte entre les États capitalistes, est l'époque de l'impérialisme.

De là découlent inévitablement les guerres impérialistes, les guerres pour les marchés, pour les domaines d'application du capital, pour les matières premières et pour la main-d'œuvre, c'est-à-dire pour la domination mondiale et pour le pouvoir sur les nations petites et faibles. C'est à cela qu'a ressemblé la première grande guerre impérialiste de 1914 - 1918.

Le degré extrêmement élevé de développement du capitalisme mondial en général ; le remplacement de la libre concurrence par le capitalisme monopolistique d'Etat ; la préparation par les banques, ainsi que par les syndicats de capitalistes, de l'appareil de régulation sociale de la production et de la distribution des produits ; l'augmentation du coût et de l'oppression des syndicats sur la classe ouvrière, l'asservissement de celle-ci par l'Etat impérialiste, l'immense difficulté de la lutte économique et politique du prolétariat ; les horreurs, les désastres, la ruine de l'économie mondiale.

La guerre impérialiste ne pouvait pas se terminer non seulement par une paix juste, mais aussi, en général, par toute paix durable que les gouvernements bourgeois pourraient faire. Au stade atteint dans le développement du capitalisme, elle s'est inévitablement transformée et se transforme sous nos yeux en une guerre civile des masses laborieuses exploitées, avec le prolétariat à leur tête, contre la bourgeoisie.

L'assaut croissant du prolétariat et surtout ses victoires dans les différents pays renforcent la résistance des exploités et les amènent à créer de nouvelles formes d'association internationale des capitalistes (Société des Nations, etc.), qui, tout en organisant l'exploitation systématique de tous les peuples du monde, dirigent leurs efforts immédiats pour supprimer directement les mouvements révolutionnaires du prolétariat de tous les pays.

Tout cela conduit inévitablement à une combinaison de la guerre civile à l'intérieur des États individuels avec les guerres révolutionnaires des pays prolétaires en défense et des peuples opprimés contre le joug des puissances impérialistes.

Dans ces conditions, les slogans du pacifisme, du désarmement international sous le capitalisme, des tribunaux d'arbitrage, etc. ne sont pas seulement une utopie réactionnaire, mais aussi une tromperie directe des travailleurs, visant à désarmer le prolétariat et à le détourner de la tâche de désarmer les exploités.

Seule une révolution prolétarienne et communiste peut sortir l'humanité de l'impasse créée par l'impérialisme et les guerres impérialistes. Quelles que soient les difficultés de la révolution et les éventuels échecs temporaires de celle-ci ou les vagues de la contre-révolution, la victoire finale du prolétariat est inévitable.

Cette victoire de la révolution prolétarienne mondiale exige la confiance la plus totale, l'alliance fraternelle la plus étroite et la plus grande unité possible de l'action révolutionnaire de la classe ouvrière dans les pays avancés.

Ces conditions ne peuvent être réalisées sans une rupture décisive de principe et une lutte sans merci contre cette perversion bourgeoise du socialisme qui a triomphé au sommet des partis sociaux-démocrates et socialistes officiels.

Cette perversion est, d'une part, le courant de l'opportunisme et du social-chauvinisme, socialisme en paroles, chauvinisme en actes, couvrant la défense des intérêts pillards de sa bourgeoisie nationale par le faux slogan de la défense de la patrie, en général et surtout pendant la guerre impérialiste de 1914 - 1918. Ce courant a été créé par le fait que les États capitalistes avancés, en pillant les nations coloniales et faibles, permettent à la bourgeoisie, aux dépens des superprofits acquis par ce pillage, de mettre la couche supérieure du prolétariat dans une position privilégiée et d'acheter ainsi la couche supérieure, de lui assurer en temps de paix une petite existence tolérable et d'employer les dirigeants de cette couche. Les opportunistes et les social-chauvins, en tant que serviteurs de la bourgeoisie, sont les ennemis de classe directs du prolétariat, surtout maintenant que, en alliance avec les capitalistes, ils répriment le mouvement révolutionnaire du prolétariat à main armée dans leurs pays et dans les pays étrangers.

D'autre part, une perversion bourgeoise du socialisme est le courant du "centre", observé également dans tous les pays capitalistes, qui oscille entre chauvins sociaux et communistes, défendant l'unité avec les premiers et essayant de faire revivre la IIe Internationale en faillite. Le chef de file de la lutte du prolétariat pour son émancipation n'est que la nouvelle, IIIe, Internationale communiste, dont le PCR est l'un des détachements. Cette Internationale a en fait été créée par la formation de partis communistes à partir des éléments réellement prolétariens des anciens partis socialistes dans plusieurs pays, notamment en Allemagne, et a été formellement fondée en mars 1919 lors de son premier congrès à Moscou. L'Internationale communiste, gagnant de plus en plus de sympathie dans les masses du prolétariat de tous les pays, ne revient pas seulement au marxisme dans son nom, mais dans tout son contenu idéologique et politique et dans toutes ses actions met en œuvre l'enseignement révolutionnaire de Marx, purgé des perversions bourgeoises-opportunistes.

Développant les tâches concrètes de la dictature prolétarienne appliquée à la Russie, dont la caractéristique principale est la prédominance numérique des couches petite-bourgeoises de la population, le PCR définit ces tâches comme suit :

Dans le domaine de la politique générale

1 Inévitablement, même la république bourgeoise la plus démocratique, sanctifiée par les slogans de la volonté nationale, nationale ou extraclassiste, restait dans la pratique, en vertu de l'existence de la propriété privée de la terre et des autres moyens de production, une dictature de la bourgeoisie, une machine pour l'exploitation et la domination de la grande majorité des travailleurs par une poignée de capitalistes. En revanche, la démocratie prolétarienne ou soviétique a fait des organisations de masse des classes opprimées par le capitalisme, les prolétaires et les paysans les plus pauvres - les semi-prolétaires, c'est-à-dire la grande majorité de la population - la base permanente et unique de tout l'appareil d'État, local et central, de la base au sommet. De cette manière, l'État soviétique a mis en œuvre, entre autres, l'auto-administration locale et provinciale sous une forme incomparablement plus large que partout ailleurs, sans aucune autorité nommée au sommet. C'est la tâche du Parti de travailler sans relâche à la mise en œuvre réelle de ce type de démocratie le plus élevé qui, pour fonctionner

correctement, exige une élévation constante du niveau de culture, d'organisation et d'autodétermination des masses.

2. Contrairement à la démocratie bourgeoise, qui dissimulait le caractère de classe de son État, le pouvoir soviétique admet ouvertement l'inévitabilité du caractère de classe de tout État, jusqu'à ce que la division de la société en classes, et avec elle, tout pouvoir d'État, ait complètement disparu. L'État soviétique, par son essence même, vise à supprimer la résistance des exploiters, et la constitution soviétique, partant du principe que toute liberté est une fraude si elle contredit la libération du travail de l'oppression du capital, ne s'arrête pas à la suppression des droits politiques des exploiters. La tâche du parti du prolétariat est, tout en réprimant fermement la résistance des exploiters et en combattant idéologiquement les préjugés profondément enracinés contre le caractère inconditionnel des droits et libertés bourgeois, d'expliquer en même temps que la privation des droits politiques et toutes les restrictions à la liberté ne sont nécessaires que comme mesures temporaires contre les tentatives des exploiters d'affirmer ou de restaurer leurs privilèges. Au fur et à mesure que la possibilité objective d'exploitation de l'homme par l'homme disparaîtra, la nécessité de ces mesures temporaires disparaîtra également et le Parti s'efforcera de les réduire et de les abolir complètement.

3. La démocratie bourgeoise se limitait à l'extension formelle des droits et libertés politiques, tels que les droits de réunion, de syndicat et de presse, de manière égale pour tous les citoyens. Mais en réalité, tant les pratiques administratives que l'esclavage économique des travailleurs ont toujours rendu ces derniers, sous la démocratie bourgeoise, incapables de jouir dans une large mesure de ces droits et libertés.

Au contraire, la démocratie prolétarienne, au lieu de proclamer formellement des droits et des libertés, met leur octroi effectif avant tout aux classes de la population qui ont été opprimées par le capitalisme, c'est-à-dire le prolétariat et la paysannerie. A cette fin, le pouvoir soviétique exproprie de la bourgeoisie les locaux, les imprimeries, les dépôts de papier, etc. et les met à l'entière disposition des travailleurs et de leurs organisations.

La tâche du PCR est d'impliquer de plus en plus de masses de la population ouvrière dans la jouissance des droits et libertés démocratiques et d'étendre la possibilité matérielle de le faire.

4. La démocratie bourgeoise a proclamé pendant des siècles l'égalité des hommes sans distinction de sexe, de religion, de race et de nationalité, mais le capitalisme n'a nulle part permis de réaliser cette égalité dans la pratique, mais a conduit, dans sa phase impérialiste, à l'aggravation extrême de l'oppression raciale et nationale. Ce n'est que parce que le pouvoir soviétique est le pouvoir du pouvoir ouvrier qu'il a pu porter cette égalité jusqu'au bout et dans tous les domaines de la vie pour la première fois dans le monde jusqu'à l'anéantissement des dernières traces de l'inégalité des femmes dans la sphère du mariage et du droit de la famille en général. La tâche du Parti aujourd'hui est principalement un travail idéologique et éducatif afin de détruire complètement toute trace de l'ancienne inégalité ou des préjugés, surtout parmi les couches arriérées du prolétariat et de la paysannerie.

Au-delà de l'égalité formelle des femmes, le Parti cherche à les libérer des charges matérielles du ménage obsolète en le remplaçant par des maisons communes, des cantines publiques, des blanchisseries centrales, des crèches, etc.

5. En offrant aux masses ouvrières une possibilité incomparablement plus grande que sous la démocratie bourgeoise et le parlementarisme d'élire et de révoquer des députés de la manière la plus facile et la plus accessible pour les ouvriers et les paysans, le gouvernement soviétique éradique en

même temps les aspects négatifs du parlementarisme, notamment la séparation des pouvoirs législatif et exécutif, le détachement des institutions représentatives des masses, etc.

L'État soviétique rapproche également l'appareil d'État des masses dans la mesure où l'unité électorale et l'unité de base de l'État n'est pas une circonscription territoriale mais une unité de production (usine).

La tâche du Parti, en dirigeant tout son travail dans cette direction, est de rapprocher les organes du pouvoir des masses de travailleurs sur la base d'un exercice toujours plus rigoureux et toujours plus complet de la démocratie par les masses dans la pratique, en particulier en rendant les fonctionnaires responsables et redevables.

6. Alors que la démocratie bourgeoise, contrairement à ses proclamations, faisait de l'armée un instrument des classes possédantes, la séparant des masses ouvrières et la dressant contre elles, détruisant ou rendant difficile l'exercice par les soldats de leurs droits politiques, l'État soviétique fusionne dans ses organes, dans les Soviets, les ouvriers et les soldats sur la base d'une complète égalité de leurs droits et de l'unité de leurs intérêts. La tâche du Parti est de défendre et de développer cette unité des ouvriers et des soldats dans les Soviets, en renforçant le lien inséparable entre la force armée et les organisations du prolétariat et du semi-prolétariat.

7. Le rôle prépondérant dans toute la révolution du prolétariat industriel urbain, en tant que partie la plus concentrée, la plus unie, la plus éclairée et la plus endurcie des masses ouvrières, était évident à la fois dans l'émergence même des conseils et dans tout le cours de leur développement en organes de pouvoir. Notre constitution soviétique reflétait cela en conservant un certain avantage pour le prolétariat industriel par rapport aux masses petite-bourgeoises plus dispersées dans les campagnes.

Le PCR, tout en clarifiant le caractère temporaire de ces avantages, historiquement liés aux difficultés de l'organisation socialiste du village, doit s'efforcer d'utiliser de façon constante et systématique cette position du prolétariat industriel afin d'unir plus étroitement aux ouvriers avancés les masses les plus arriérées et dispersées des prolétaires et semi-prolétaires du village et de la paysannerie moyenne, en opposition aux intérêts étroits d'église et étroits de profession que le capitalisme a cultivés parmi les ouvriers.

8. Ce n'est qu'à travers l'organisation soviétique de l'État que la révolution du prolétariat pourra immédiatement briser et détruire jusqu'au sol le vieil appareil d'État bourgeois, bureaucratique et judiciaire. Cependant, le niveau culturel insuffisamment élevé des masses, le manque de compétences en gestion des travailleurs proposés par les masses pour les postes à responsabilité, la nécessité d'employer à la hâte des spécialistes de l'ancienne école dans des conditions difficiles et le détournement de la couche la plus avancée des travailleurs urbains pour le travail militaire, ont conduit à la renaissance partielle du bureaucratisme dans le système soviétique.

En menant la lutte la plus résolue contre le bureaucratisme, le PCR préconise les mesures suivantes pour vaincre complètement ce mal :

1. l'implication obligatoire de chaque membre du conseil dans le travail spécifique de gestion de l'État.
2. Une succession de ces emplois, de sorte qu'ils couvrent progressivement toutes les branches du gouvernement.

3. L'inclusion progressive de l'ensemble de la population active dans les travaux d'administration de l'État.

L'application pleine et entière de toutes ces mesures, qui représentent un pas supplémentaire sur la voie empruntée par la Commune de Paris, et la simplification des fonctions du gouvernement tout en élevant le niveau culturel des travailleurs conduisent à la destruction du pouvoir d'État.

Dans le domaine des relations nationales

9. Dans la question nationale, le PCR est guidé par les dispositions suivantes :

1) La politique de rassemblement des prolétaires et semi-prolétaires de différentes nationalités pour une lutte révolutionnaire commune visant à renverser les propriétaires et la bourgeoisie est au premier plan.

2) Pour surmonter la méfiance des masses laborieuses des pays opprimés envers le prolétariat des États qui ont opprimé ces pays, il faut détruire tous les privilèges de tout groupe national, l'égalité totale des nations, la reconnaissance aux colonies et aux nations égales du droit de sécession étatique.

3) Dans le même but, comme l'une des formes transitoires sur la voie de l'unité complète, le Parti propose une union fédérale d'États organisée selon le type soviétique.

4) Sur la question de savoir qui est le porteur de la volonté de sécession de la nation, le PCR se place du point de vue historique de classe, en tenant compte du stade de son développement historique auquel se trouve la nation : du médiévisme à la démocratie bourgeoise ou de la démocratie bourgeoise à la démocratie soviétique ou prolétarienne, etc.

En tout cas, de la part du prolétariat de ces nations qui étaient des nations oppressives, une prudence particulière et une attention spéciale aux vestiges du sentiment national parmi les masses ouvrières des nations opprimées ou défavorisées sont nécessaires. Ce n'est qu'avec une telle politique que l'on peut créer les conditions d'une unité vraiment durable et volontaire des éléments nationalement hétérogènes du prolétariat international, comme l'a montré l'expérience d'un certain nombre de républiques soviétiques nationales autour de la Russie soviétique*.

Dans le domaine militaire

10. Dans le domaine militaire, les tâches du Parti sont déterminées par les points principaux suivants :

1) A l'époque du déclin de l'impérialisme et de la guerre civile croissante, il est impossible de conserver l'ancienne armée ou d'en construire une nouvelle sur une base dite extra-classe ou nationale. L'Armée rouge, en tant qu'instrument de la dictature prolétarienne, doit nécessairement avoir un caractère ouvertement de classe, c'est-à-dire être formée exclusivement du prolétariat et des couches semi-prolétariennes de la paysannerie qui lui sont proches. Ce n'est qu'en liaison avec la destruction des classes qu'une telle armée de classe sera transformée en une milice socialiste de tout le peuple.

2) L'éducation la plus large possible de tous les prolétaires et semi-prolétaires à la profession militaire et l'introduction de matières appropriées à l'école sont nécessaires.

3) Le travail d'entraînement et d'éducation militaire de l'Armée rouge est réalisé sur la base de la cohésion de classe et de l'éveil socialiste. C'est pourquoi il est nécessaire d'avoir des commissaires politiques, des communistes fiables et dévoués, ainsi que des supérieurs de combat, et de créer des cellules communistes dans chaque unité pour établir un lien idéologique interne et une discipline consciente.

4) Pour contrebalancer la structure de l'ancienne armée, une courte période de formation purement en caserne est nécessaire, les casernes doivent être rapprochées du type d'écoles militaires et politico-militaires, les formations militaires doivent être étroitement liées aux usines, aux fabriques, aux syndicats et aux organisations des pauvres ruraux.

5) La connexion organisationnelle et la stabilité nécessaires ne peuvent être données à la jeune armée révolutionnaire qu'avec l'aide d'un état-major de commandement, d'abord au moins de rang inférieur, parmi les ouvriers et les paysans conscients. La formation des soldats les plus capables et les plus énergiques, dévoués à la cause du socialisme, pour les postes de commandement est donc l'une des tâches les plus importantes de la création de l'armée.

6) L'utilisation et l'application les plus larges possibles de l'expérience opérationnelle et technique de la dernière guerre mondiale sont nécessaires. A cet égard, il est essentiel que les spécialistes militaires, qui sont passés par l'école de l'ancienne armée, soient largement impliqués dans l'organisation de l'armée et sa direction opérationnelle. La condition préalable à une telle participation est la concentration de la direction politique de l'armée et le contrôle total du personnel de commandement entre les mains de la classe ouvrière.

7) L'exigence de l'éligibilité du personnel de commandement, qui était d'une grande importance fondamentale par rapport à l'armée bourgeoise, où le personnel de commandement était sélectionné et éduqué comme un appareil de subordination de classe aux soldats et, à travers les soldats, aux masses ouvrières, perd complètement son importance fondamentale par rapport à l'Armée rouge de classe ouvrière et paysanne. La combinaison possible de l'élection et de la nomination est dictée par l'armée révolutionnaire de classe uniquement par des considérations pratiques et dépend du niveau de formation atteint, du degré de cohésion des unités de l'armée, de la disponibilité des commandants et autres.

Dans le domaine du pouvoir judiciaire

11. Ayant pris tout le pouvoir en main et ayant aboli les organes de la domination bourgeoise - les tribunaux de l'ancienne organisation - la démocratie prolétarienne, au lieu de la formule de la démocratie bourgeoise "élection des juges par le peuple", a avancé le mot d'ordre de classe "élection des juges parmi les ouvriers seulement par les ouvriers" et l'a réalisé dans toute l'organisation du tribunal, égalisant en même temps les deux sexes dans tous les droits tant dans le choix des juges que dans l'exercice de la fonction judiciaire.

Afin d'impliquer les masses les plus larges possibles du prolétariat et de la paysannerie la plus pauvre dans l'administration de la justice, la participation à la cour de justice de juges non professionnels, en constante évolution, a été introduite, avec la participation des organisations ouvrières de masse, des syndicats, etc. à l'établissement des listes.

En créant un tribunal populaire unique au lieu d'une série interminable d'anciens tribunaux de différents niveaux, le pouvoir soviétique a simplifié le système judiciaire, le rendant totalement accessible à la population et éliminant toute lourdeur administrative dans la gestion des affaires.

En abolissant les lois des gouvernements déposés, le gouvernement soviétique a confié aux juges élus par les Soviets le soin de mettre en œuvre la volonté du prolétariat en appliquant ses décrets, et en cas d'absence ou d'incomplétude de ceux-ci, de se laisser guider par la conscience juridique socialiste.

Dans le domaine de la punition, les tribunaux ainsi organisés ont déjà apporté un changement radical dans la nature de la punition en exécutant les peines avec sursis sur une grande échelle, en introduisant la censure publique comme punition, en remplaçant l'emprisonnement par le travail obligatoire tout en conservant la liberté, en remplaçant les prisons par des institutions éducatives et en permettant la pratique des tribunaux de camaraderie.

Le PCR, tout en préconisant le développement du tribunal dans le même sens, devrait s'efforcer d'associer l'ensemble de la population active à l'exercice des fonctions judiciaires et de remplacer définitivement le système de sanction par un système de mesures à caractère éducatif.

Dans le domaine de l'éducation publique

12. Dans le domaine de l'éducation publique, la tâche du PCR est d'achever le travail commencé après la révolution d'octobre 1917, de transformer l'école d'un instrument de domination de classe de la bourgeoisie en une arme pour l'effacement complet de la division de la société en classes, en une arme pour la renaissance communiste de la société.

Pendant la dictature du prolétariat, c'est-à-dire dans la période où se préparent les conditions de la pleine réalisation du communisme, l'école doit être non seulement un conducteur des principes du communisme en général, mais aussi un conducteur de l'influence idéologique, organisationnelle, éducative du prolétariat sur les couches semi-prolétariennes et non prolétariennes des masses laborieuses, pour l'éducation d'une génération capable de mettre le communisme complètement en pratique. La tâche la plus immédiate sur cette voie est le développement des bases suivantes du travail scolaire et éducatif déjà établi par les autorités soviétiques :

- 1) Assurer un enseignement général et polytechnique (familiarisation théorique et pratique avec toutes les principales branches de production) gratuit et obligatoire pour tous les enfants des deux sexes jusqu'à l'âge de 17 ans.
- 2) Création d'un réseau d'établissements préscolaires : crèches, jardins d'enfants, écoles maternelles, etc., pour l'amélioration de l'éducation sociale et l'émancipation des femmes.
- 3) La réalisation complète d'une école unique pour l'emploi, l'enseignement dans la langue maternelle, la co-éducation des enfants des deux sexes, totalement soviétique, c'est-à-dire libre de toute influence religieuse, étroitement liée entre l'éducation et le travail socialement productif et préparant des membres complets d'une société communiste.
- 4) L'État fournit à tous les élèves la nourriture, les vêtements, les chaussures et les aides scolaires.
- 5) La formation de nouveaux cadres du personnel éducatif imprégnés des idées du communisme.
- 6) Implication de la population active dans l'éducation (développement des "conseils d'éducation", mobilisation des lettrés, etc.)

7) Assistance globale de l'État à l'auto-éducation et à l'auto-développement des ouvriers et des paysans (création d'un réseau d'institutions d'éducation extrascolaire : bibliothèques, écoles pour adultes, maisons du peuple et universités, cours, conférences, cinémas, studios, etc.)

8) Développement généralisé de l'enseignement professionnel pour les 17 ans, en liaison avec les connaissances générales polytechniques.

9) Ouvrir largement l'accès aux amphithéâtres d'une école supérieure à tous ceux qui désirent étudier, et surtout aux ouvriers ; Faire participer tous ceux qui peuvent y enseigner ; éliminer toutes les barrières artificielles entre les forces scientifiques fraîches et la chaire ; prévoir des dispositions matérielles pour les étudiants, de façon à donner au prolétariat et aux paysans une possibilité réelle de bénéficier d'une école supérieure.

10) Il est également nécessaire d'ouvrir et de mettre à la disposition des travailleurs tous les trésors de l'art créés sur la base de l'exploitation de leur travail et jusqu'à présent en possession exclusive des exploiters.

11) Le développement de la plus large propagande des idées communistes et l'utilisation de l'appareil et des moyens de la puissance publique à cette fin.

Dans le domaine des relations religieuses

13. En ce qui concerne la religion, le PCR ne se contente pas de la séparation déjà décrétée de l'Église et de l'État et de l'école et de l'Église, c'est-à-dire des mesures que la démocratie bourgeoise a présentées dans ses programmes mais qu'elle n'a nulle part au monde menées à terme, grâce aux multiples liens factuels du capital avec la propagande religieuse.

Le PCR est guidé par la conviction que seule la mise en œuvre d'une sensibilisation systématique dans toutes les activités sociales et économiques des masses entraînera l'éradication complète des préjugés religieux. Le Parti cherche à détruire complètement le lien entre les classes exploiteuses et l'organisation de la propagande religieuse en promouvant la libération réelle des masses ouvrières des préjugés religieux et en organisant la plus large propagande scientifique, éducative et anti-religieuse possible. Il faut veiller à éviter toute insulte aux sentiments des croyants qui ne conduirait qu'à la consolidation du fanatisme religieux.

Dans le domaine économique

1. Poursuivre sans relâche et mener à terme l'expropriation de la bourgeoisie, qui est déjà achevée pour l'essentiel et la plus grande partie, et la transformation des moyens de production et de circulation en propriété de la République soviétique, c'est-à-dire en propriété commune de tous les travailleurs.

2. L'élément principal et fondamental qui détermine l'ensemble de la politique économique du pouvoir soviétique est d'augmenter autant que possible les forces productives du pays. En raison de la terrible dévastation que connaît le pays, tout le reste doit être subordonné au but pratique d'augmenter immédiatement et par tous les moyens la quantité de produits indispensables à la population. Le succès de chaque institution soviétique liée à l'économie nationale doit être mesuré par les résultats pratiques à cet égard.

Les éléments suivants doivent être pris en considération en premier lieu :

3. La décadence de l'économie impérialiste a laissé en héritage à la première période de construction soviétique un certain caractère chaotique dans l'organisation et la gestion de la production. Il est d'autant plus urgent - c'est l'une des tâches fondamentales - d'unir toutes les activités économiques du pays sous un plan national unique ; de centraliser autant que possible la production dans le sens de sa combinaison dans les branches individuelles et les groupes de branches et de sa concentration dans les meilleures unités de production et dans le sens de la rapidité de l'exécution des tâches économiques ; de coordonner au mieux l'ensemble de l'appareil de production, d'utiliser les ressources matérielles du pays d'une manière rationnelle et économique.

En même temps, elle développera la coopération économique et les liens politiques avec les autres nations, et s'efforcera simultanément d'établir un plan économique commun avec les nations qui se sont déjà converties au système soviétique.

4. En ce qui concerne les petites industries et les industries artisanales, il faut en généraliser l'utilisation en passant des commandes publiques aux artisans ; l'artisanat et les petites industries doivent être inclus dans le plan général d'approvisionnement en matières premières et en combustibles, et ils doivent être soutenus financièrement, à condition que les artisans individuels, les artels, les coopératives de production et les petites entreprises soient regroupés en unités de production et d'industrie plus importantes ; ces associations doivent être encouragées en leur accordant des avantages économiques, visant, entre autres, à permettre de

5. L'appareil d'organisation de l'industrie socialisée doit être basé principalement sur les syndicats. Ils doivent s'affranchir de plus en plus de l'étroitesse des ateliers et se transformer en grandes associations de production englobant la majorité, et progressivement tous les travailleurs d'une branche de production donnée.

Conformément aux lois de la République soviétique et à la pratique établie, en tant que participants à tous les organes locaux et centraux de l'administration industrielle, les syndicats doivent arriver à la concentration réelle entre leurs mains de la gestion de l'ensemble de l'économie nationale comme un tout économique unique. En constituant un lien indissoluble entre l'administration centrale de l'État, l'économie nationale et les larges masses de travailleurs, les syndicats doivent faire participer ces dernières, dans toute la mesure du possible, à la gestion directe de l'économie. La participation des syndicats à la gestion de l'économie et leur implication des larges masses est, en même temps, le principal moyen de combattre la bureaucratisation de l'appareil économique du pouvoir soviétique et permet d'établir un véritable contrôle populaire sur les résultats de la production.

6. L'utilisation maximale de toute la force de travail disponible dans l'État, sa répartition et sa redistribution correctes, tant entre les diverses régions territoriales qu'entre les diverses branches de l'économie nationale, nécessaires au développement harmonieux de l'économie nationale, doivent constituer la tâche immédiate de la politique économique du pouvoir soviétique, qu'il ne peut réaliser qu'en étroite unité avec les syndicats. La mobilisation totale de toute la population valide par le pouvoir soviétique, avec la participation des syndicats, pour certains travaux publics, doit être appliquée beaucoup plus largement et systématiquement que cela n'a été fait jusqu'à présent.

7. Dans la situation d'effondrement de l'organisation capitaliste du travail, les forces productives du pays ne peuvent être restaurées et développées et le mode de production socialiste ne peut être consolidé que sur la base de la discipline de camaraderie des travailleurs, de leur autodiscipline maximale, de la conscience de leur responsabilité et du contrôle mutuel strict de la productivité du travail.

La réalisation de ce but exige un travail systématique et persistant de rééducation des masses, qui est maintenant facilité précisément par le fait que les masses voient dans la pratique l'abolition du capitaliste, du propriétaire et du commerçant et arrivent à la conviction par expérience pratique que leur niveau de bien-être dépend exclusivement de la discipline de leur propre travail.

Dans ce travail de création d'une nouvelle discipline socialiste, le rôle le plus important revient aux syndicats. En rompant avec les anciennes façons de faire, ces derniers doivent mettre en pratique et tester diverses mesures à cet effet, telles que l'établissement de la responsabilité, les taux de travail, l'introduction de la responsabilité devant les tribunaux spéciaux des travailleurs, etc. 8.

8. La même tâche de développement des forces productives exige l'utilisation immédiate, large et complète des spécialistes scientifiques et technologiques que le capitalisme nous a laissés, malgré le fait que, dans la plupart des cas, ils sont inévitablement* imprégnés d'une vision et de compétences bourgeoises. Le Parti estime que la période de lutte acharnée contre cette strate, causée par le sabotage qu'elle a organisé, est terminée, puisque ce sabotage, en général, a été brisé. Le Parti doit, en étroite alliance avec les syndicats, poursuivre sa ligne antérieure : D'une part, ne pas faire la moindre concession politique à cette couche bourgeoise et réprimer impitoyablement toute reptation contre-révolutionnaire de celle-ci, et d'autre part, lutter impitoyablement contre la vanité prétendument radicale, mais en fait ignorante, selon laquelle les travailleurs sont capables de vaincre le capitalisme et l'ordre bourgeois sans apprendre des spécialistes bourgeois, sans les utiliser, sans passer par la longue école du travail à leurs côtés.

Tout en luttant pour l'égalité de rémunération de tout le travail et pour le communisme intégral, le pouvoir soviétique ne peut pas se donner pour tâche de réaliser immédiatement cette égalité à l'heure actuelle, alors que l'on ne fait que les premiers pas vers le passage du capitalisme au communisme. Il est donc encore nécessaire de maintenir pendant un certain temps la rémunération plus élevée des spécialistes afin qu'ils puissent travailler non pas moins bien mais mieux qu'avant, et dans le même but, il ne faut pas abandonner le système des primes pour les travaux les plus* réussis et surtout organisateurs.

De même, il est nécessaire de mettre les spécialistes bourgeois dans un environnement de travail commun camarade, main dans la main avec la masse des travailleurs ordinaires dirigée par des communistes conscients, et de promouvoir ainsi la compréhension mutuelle et le rapprochement entre les travailleurs du travail physique et mental qui sont séparés par le capitalisme.

9. Le pouvoir soviétique a déjà pris un certain nombre de mesures visant au développement de la science et à son rapprochement avec la production : création de tout un réseau de nouveaux instituts d'application scientifique, de laboratoires, de stations d'essai, de productions expérimentales pour tester les nouvelles méthodes techniques, les améliorations et les inventions, comptabilité et organisation de toutes les forces et moyens scientifiques, etc. Le CPR, qui soutient toutes ces mesures, s'efforce de les développer davantage et de créer les conditions les plus favorables au travail scientifique dans son rapport avec l'élévation des forces productives du pays.

Dans le domaine de l'agriculture.

10. Le pouvoir soviétique, ayant réalisé l'abolition complète de la propriété foncière privée, a déjà procédé à l'exécution de toute une série de mesures visant à organiser une agriculture socialiste à grande échelle. Les plus importantes de ces mesures sont :

1) l'organisation de fermes soviétiques, c'est-à-dire de grandes économies socialistes ; 2) le soutien de sociétés ainsi que d'associations pour la culture publique de la terre ; 3) l'organisation de l'ensemencement par l'État de toutes les terres non ensemencées ; 4) la mobilisation par l'État de toutes les forces agronomiques pour des mesures énergiques visant à accroître la culture agricole ; 5) le soutien des communes agricoles en tant qu'unions entièrement volontaires d'agriculteurs pour une économie générale à grande échelle.

Considérant toutes ces mesures comme le seul moyen d'augmenter la productivité du travail agricole, le PCR s'efforce d'obtenir la mise en œuvre la plus complète possible de ces mesures, leur extension aux régions les plus arriérées du pays et de nouvelles mesures dans la même direction.

En particulier, le PCR préconise :

- 1) Soutien global de l'État aux coopératives agricoles engagées dans la transformation des produits agricoles ;
- 2) un système d'amélioration largement répandu ;
- 3) la fourniture généralisée et systématique, par le biais de stations de roulage, de stocks à la paysannerie pauvre et moyenne.

Considérant que la petite économie paysanne continuera à exister pendant longtemps, le PCR cherche à réaliser une série de mesures visant à augmenter la productivité de l'économie paysanne. Ces mesures sont : 1) la rationalisation de l'utilisation des terres paysannes (élimination de l'inter-pâturage, du pâturage long, etc.) ; 2) la fourniture de semences améliorées et d'engrais artificiels aux paysans ; 3) l'amélioration de la race du bétail paysan ; 4) la diffusion des connaissances agronomiques ; 5) l'aide agronomique aux paysans ; 6) la réparation dans les ateliers soviétiques du matériel agricole paysan ; 7. la création de stations de roulage, de stations expérimentales, de champs de démonstration, etc. 8. la mise en valeur des terres paysannes.

11. Étant donné que la contradiction entre la ville et la campagne est l'un des fondements les plus profonds de l'arriération économique et culturelle du village, et que, à une époque de crise aussi profonde que celle que nous vivons actuellement, elle met la ville et la campagne en danger imminent de dégénérescence et de destruction, le PCR considère l'élimination de cette contradiction comme l'une des tâches fondamentales de l'édification communiste et, en même temps que les mesures générales, il juge nécessaire la participation large et systématique des travailleurs industriels à l'édification communiste de l'agriculture, au développement de l'industrie et à l'amélioration de la qualité de vie.

12. Dans tout son travail dans le village, le PCR continue de s'appuyer sur les couches prolétariennes et semi-prolétariennes, en les organisant tout d'abord comme une force indépendante, en créant des cellules du Parti dans le village, des organisations de pauvres, des syndicats d'un type spécial pour les prolétaires et semi-prolétaires du village, etc., en les rapprochant du prolétariat urbain, en les arrachant à l'influence de la bourgeoisie du village et des petits intérêts propriétaires.

Par rapport aux koulaks, à la bourgeoisie de village, la politique du PCR consiste à lutter résolument contre leurs empiètements d'exploitation, à supprimer leur résistance à la politique soviétique.

En ce qui concerne la paysannerie moyenne, la politique du PCR est de l'associer progressivement et systématiquement au travail de construction du socialisme. Le but du Parti est de la séparer des koulaks, de l'attirer du côté de la classe ouvrière par une attitude attentive à ses besoins, en combattant son arriération par des mesures d'influence idéologique, pas du tout par des moyens de répression, en recherchant dans tous les cas où ses intérêts vitaux sont touchés, des accords pratiques avec elle, en lui faisant des concessions dans la détermination des moyens de réaliser les transformations socialistes.

Dans le domaine de la distribution

13. Dans le domaine de la distribution, la tâche des autorités soviétiques consiste actuellement à continuer à remplacer progressivement le commerce par une distribution nationale ordonnée et organisée des produits. L'objectif est d'organiser l'ensemble de la population en un réseau unifié de communes de consommation capables de distribuer tous les produits nécessaires avec la plus grande rapidité, la plus grande planification, la plus grande économie et le moins de travail possible, tout en centralisant strictement l'ensemble de l'appareil de distribution.

Les communes de consommateurs et leurs associations devraient être basées sur la coopération civique et ouvrière existante, qui est la plus grande organisation de consommateurs et l'appareil de distribution de masse le mieux préparé dans l'histoire du capitalisme.

Considérant que ce type de développement communiste ultérieur de l'appareil coopératif est fondamentalement la seule chose à faire, plutôt que de l'écarter, le PCR doit poursuivre systématiquement sa politique : obliger tous les membres du Parti à travailler dans des coopératives, les guider, avec l'aide également des syndicats, dans un esprit communiste, développer l'auto-activité et la discipline de la population ouvrière réunie en coopératives, veiller à ce que toute la population soit couverte par des coopératives et que ces coopératives fusionnent en une seule coopérative, couvrant toute la République soviétique de haut en bas, enfin et surtout, que l'influence prédominante du prolétariat sur le reste de la classe ouvrière soit constamment assurée et que diverses mesures soient partout expérimentées dans la pratique pour faciliter et réaliser le passage des coopératives petites-bourgeoises de l'ancien type capitaliste aux communes de consommation dirigées par des prolétaires et des semi-prolétaires.

Dans le domaine de la monnaie et de la banque

14. Évitant l'erreur de la Commune de Paris, les autorités soviétiques de Russie ont immédiatement saisi la Banque d'État, puis ont procédé à la nationalisation des banques commerciales privées, ont fusionné les banques, les caisses d'épargne et les trésoreries nationalisées avec la Banque d'État, créant ainsi le cadre d'une Banque populaire unique de la République soviétique et transformant la banque d'un centre de domination économique du capital financier et d'un instrument de domination politique des exploités en un instrument de pouvoir ouvrier et un levier de renversement économique. Dans le but de continuer à mener à bien l'œuvre commencée par le pouvoir soviétique, le PCR met en avant les principes suivants :

- 1) Monopolisation de toutes les banques dans les mains de l'Etat soviétique ;
- 2) un changement radical et une simplification des opérations bancaires en transformant l'appareil bancaire en un appareil de comptabilité uniforme et de comptabilité générale de la République soviétique. Avec l'organisation d'une économie sociale planifiée, cela conduira à la destruction de la banque et à sa transformation en bureau central de comptabilité d'une société communiste.

15. Dans la première période de transition du capitalisme au communisme, alors que la production et la distribution communiste des produits ne sont pas encore complètement organisées, la destruction de l'argent semble impossible. Dans cette situation, les éléments bourgeois de la population continuent à utiliser l'argent qui reste dans la propriété privée à des fins de spéculation, de profit et de vol des travailleurs. S'appuyant sur la nationalisation des banques, le PCR cherche à mettre en œuvre une série de mesures qui élargissent le champ du calcul sans argent et préparent la destruction de la monnaie : détention obligatoire de l'argent dans la banque du peuple ; introduction de livres budgétaires, remplacement de l'argent par des chèques, tickets à court terme pour le droit de recevoir de la nourriture, etc.

Dans le domaine de la finance

16. Au moment où les moyens de production expropriés des capitalistes ont commencé à être socialisés, le pouvoir d'État a cessé d'être un appareil parasite se tenant au-dessus du processus de production ; il a commencé à se transformer en une organisation remplissant directement les fonctions de gestion économique du pays, et en même temps le budget de l'État est devenu le budget de l'économie nationale dans son ensemble.

Dans ces conditions, l'équilibre entre les recettes et les dépenses ne peut être atteint qu'en organisant correctement la production planifiée par l'État et la distribution des produits. En ce qui concerne la couverture des dépenses directes de l'État dans la période de transition, le PCR préconisera le passage du système d'indemnités contre les capitalistes, qui était historiquement nécessaire et légitime pendant la première période de la révolution socialiste, à un impôt progressif sur le revenu et la propriété. Et comme cet impôt se périmait du fait de l'expropriation généralisée des classes possédantes, la couverture des dépenses publiques doit reposer sur la conversion directe d'une partie des recettes des différents monopoles d'État en recettes publiques.

Dans le domaine du logement

17. Afin de résoudre la question du logement, particulièrement aggravée pendant la guerre, les autorités soviétiques ont exproprié toutes les maisons des propriétaires capitalistes et les ont remises aux conseils municipaux ; elles ont procédé au repeuplement massif des ouvriers des faubourgs dans des maisons bourgeoises ; elles ont transféré les meilleures d'entre elles aux organisations ouvrières, en confiant l'entretien de ces bâtiments à l'État ; elles ont procédé à l'équipement des familles ouvrières en meubles, etc.

La tâche du PCR est, en suivant la voie indiquée ci-dessus et sans affecter le moins du monde les intérêts de la propriété immobilière non capitaliste, de s'efforcer par tous les moyens d'améliorer les conditions de logement des masses laborieuses ; de détruire les vieux quartiers surpeuplés et insalubres, de détruire les logements insalubres, de reconstruire les anciens, de construire de nouveaux logements correspondant aux nouvelles conditions de vie des masses laborieuses, d'installer rationnellement les travailleurs.

Dans le domaine de la protection du travail et de la sécurité sociale

L'instauration de la dictature du prolétariat a permis pour la première fois de mettre pleinement en œuvre le programme minimum des partis socialistes dans le domaine de la sécurité et de la santé au travail.

Les autorités soviétiques ont légiféré et inscrit dans le Code du travail : une journée de travail de 8 heures pour tous les travailleurs, comme durée maximale de travail, la journée de travail ne dépassant pas 6 heures pour les personnes de moins de 18 ans dans les industries particulièrement dangereuses, et pour les mineurs travaillant sous terre ; une période de repos hebdomadaire de 42 heures pour tous les travailleurs ; l'interdiction des heures supplémentaires comme règle générale ; l'interdiction de l'emploi des enfants et des jeunes de moins de 16 ans ; l'interdiction du travail de nuit et du travail ?

Les autorités soviétiques ont légiféré une sécurité sociale complète pour tous les travailleurs non exploités contre toutes les formes d'invalidité et - pour la première fois dans le monde - contre le chômage, aux frais des employeurs et de l'État, avec une autonomie totale des pourvoyeurs et une large participation des syndicats.

En outre, le pouvoir soviétique est allé, à certains égards, plus loin que le programme minimum et a établi dans le même "Code du travail" la participation des organisations de travailleurs à la résolution des questions de recrutement et de licenciement ; un mois de congé payé pour tous les travailleurs ayant travaillé sans interruption pendant au moins un an ; la réglementation par l'État des salaires sur la base des tarifs élaborés par les syndicats ; certains organes, à savoir les départements de distribution et d'enregistrement des travailleurs aux conseils et aux syndicats, chargés de fournir du travail aux chômeurs ; la participation de l'État au processus décisionnel.

Mais l'extrême ruine causée par la guerre et les assauts de l'impérialisme mondial ont contraint les autorités soviétiques à faire les entorses suivantes : autoriser le recours aux heures supplémentaires dans des cas exceptionnels, en les limitant à 50 jours par an ; autoriser le travail des jeunes de 14 à 16 ans, en limitant leur journée de travail à 4 heures ; accorder temporairement deux semaines de congé au lieu d'un mois ; porter la durée du travail de nuit à 7 heures.

Le PCR doit mener une large propagande pour la participation active des travailleurs eux-mêmes à la mise en œuvre vigoureuse de toutes les mesures : dans le domaine de la protection du travail, pour laquelle elle est nécessaire :

- 1) Renforcer l'action d'organisation et d'extension de l'inspection du travail en recrutant et en formant des agents actifs à cet effet parmi les travailleurs eux-mêmes et en l'étendant à : la petite industrie et l'industrie domestique ;
- 2) Étendre la protection du travail à tous les types de main-d'œuvre (travailleurs du bâtiment, transports terrestres et fluviaux, domestiques et travailleurs agricoles) ;
- 3) retirer définitivement les mineurs du travail et réduire davantage la journée de travail des adolescents.

En outre, le PCR devrait se donner pour mission d'établir :

- 1) à l'avenir, avec une augmentation générale de la productivité du travail, une journée de travail de 6 heures au maximum, sans réduction de la rémunération du travail et avec l'obligation pour les travailleurs de consacrer en plus deux heures, sans rémunération spéciale, à la théorie de l'artisanat et de la production, à la formation pratique aux techniques de l'administration publique et à l'art de la guerre ;
- 2) L'introduction d'un système de rémunération incitatif pour une productivité accrue.

Dans le domaine de la sécurité sociale, le PCR s'efforce d'organiser une aide d'État de grande envergure non seulement pour les victimes de la guerre et des catastrophes naturelles, mais aussi pour les victimes de relations sociales anormales, combat résolument toute forme de parasitisme et d'oisiveté et vise à remettre au travail toute personne disloquée dans sa vie professionnelle.

Dans le domaine de la santé publique

Le PCR considère comme la base de ses activités dans le domaine de la santé publique tout d'abord la mise en œuvre de mesures sanitaires et de santé étendues dans le but de prévenir le développement de maladies. La dictature du prolétariat a déjà donné l'occasion de réaliser toute une série de mesures sanitaires et d'amélioration de la santé qui ne pouvaient pas être réalisées dans le cadre de la société bourgeoise : nationalisation de la pharmacie, grandes institutions médicales et thermales privées, service obligatoire pour les forces médicales, etc.

Dans cette optique, le PCR se fixe comme tâche immédiate :

- 1) La mise en œuvre décisive de vastes mesures sanitaires dans l'intérêt des travailleurs, telles que :
 - a.) l'assainissement des zones habitées (protection du sol, de l'eau et de l'air) ;
 - b.) L'organisation de la restauration sur la base de principes scientifiques et hygiéniques ;
 - c) Organiser des mesures visant à prévenir la propagation des maladies contagieuses;
 - d) L'élaboration de lois sur la santé publique ;
- 2) la lutte contre les maladies sociales (tuberculose, maladies vénériennes, alcoolisme, etc.) ;
- 3) La fourniture de traitements et de médicaments accessibles, gratuits et qualifiés.